

La voix de l'opposition de gauche

Le 31 mars 2018

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf. \(pages\)](#)

(Rajouter en soirée. Le lien vers l'article *Un nouvel ordre pour un nouveau monde* comportait une erreur, j'ai rectifié, avec mes excuses.) Hier vous avez été près de 200 à vous connecter au portail.

Pas le temps de causer, je dois aller en ville faire des courses.

ACTUALITE EN TITRES

Macron en est le spécimen achevé.

- Intelligence artificielle, le risque de l'homme diminué. - Publicsenat.fr 30 mars 2018

La preuve : Toujours plus bottom (bas).

- Emmanuel Macron raillé pour avoir qualifié la démocratie de "système le plus bottom up de la Terre" - Franceinfo 30 mars 2018

Bottom up : Le plus haut, le top.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Le PCF et ses alliés lui ont fourni des garanties.

- SNCF: le gouvernement renonce aux ordonnances sur l'ouverture à la concurrence - AFP 30 mars 2018

La ministre des Transports Élisabeth Borne a confirmé vendredi que les dispositions sur l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire seraient introduites par amendement dans la loi, sans recourir à des ordonnances, à trois jours d'une grève qui s'annonce très suivie.

"On nous reprochait de recourir à des ordonnances. On est en train de remplacer les ordonnances sur tout le sujet de l'ouverture à la concurrence par des dispositions législatives qui vont donc pouvoir être débattues à l'Assemblée nationale à partir de la semaine prochaine", a déclaré la ministre après une nouvelle table ronde avec les organisations syndicales.

La ministre a aussi précisé le calendrier de l'ouverture progressive à la concurrence. Seules les régions seront concernées dans un premier temps, à l'exception de l'Île-de-France. Elles pourront organiser des appels d'offre à partir de décembre 2019, mais aussi continuer d'attribuer directement des contrats à la SNCF jusque fin 2023, pour une durée maximale de dix ans. L'ouverture sera étendue aux TGV à partir de décembre 2020.

En région parisienne, Ile-de-France Mobilités aura le choix pour les nouvelles lignes créées entre 2019 et 2023. Les autres lignes, hors RER, pourront être progressivement ouvertes entre 2023 et 2033. Les RER entreront dans la concurrence encore plus tard, à partir de 2033 (lignes C, D et E) ou 2039 (A et B). AFP 30 mars 2018

Dans la causerie d'hier : Le PCF va participer à l'élaboration des "conditions d'ouverture à la concurrence" de la SNCF, dixit M. Laurent. (Source : AFP 27 mars 2018)

Mobilisation dans les universités.

- Les blocages gagnent en ampleur dans les universités - Reuters 30 mars 2018

Les blocages d'universités contre la loi "orientation et réussite des étudiants" (ORE) se multiplient en France et élargissent leurs revendications sur fond de "convergence des luttes" au léger parfum de Mai-68, de Bordeaux à Paris.

Des blocages ponctuels touchent depuis le début d'année Montpellier et Toulouse pour protester contre cette loi adoptée mi-février qui fixe des pré-requis pour choisir les étudiants et la nouvelle plate-forme d'inscription aux études Parcoursup dénoncée comme un "outil de tri social".

A Toulouse, où l'université Jean-Jaurès est bloquée depuis trois semaines par des étudiants et des personnels de la faculté, la poursuite du mouvement a été votée jeudi, tandis qu'à Montpellier, 3.000 étudiants ont voté mardi une "occupation active de manière illimitée" de celle de Paul-Valéry.

"Le blocage est reconduit jusqu'à la prochaine assemblée générale et la prochaine manifestation, le 3 avril", a indiqué à Reuters Salim Durel de l'Union des étudiants de Toulouse. Les étudiants de Jean-Jaurès ont prévu de rejoindre mardi devant la gare de Toulouse-Matabiau les cheminots qui manifesteront dès 14h contre la réforme de leur statut.

"Au-delà de la poursuite ou non du blocage, l'enjeu est de déterminer quelle suite donner à ce mouvement de fond. Nous sommes dans une réaction unitaire, une convergence des luttes face à un certain nombre d'attaques contre les services publics et les acquis sociaux", justifie Salim Durel .

L'évacuation musclée d'un amphithéâtre occupé par des grévistes la semaine dernière à la faculté de droit de Montpellier semble avoir catalysé le mécontentement dans d'autres académies, en solidarité avec les étudiants malmenés. L'ex-doyen de la faculté Philippe Pétel a été mis en examen pour "complicité de violences".

Dans la capitale, où des étudiants réunis en assemblée générale ont voté lundi le blocage de trois sites de Paris 1 Panthéon-Sorbonne dont celui de Tolbiac, le président de l'université n'exclut pas une intervention policière.

Tout en disant vouloir "éviter cette étincelle qui pourrait déclencher un incendie incontrôlable", Georges Haddad, président de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, a déclaré vendredi sur France Culture: "Si à un moment tout cela dégénère, je serai amené malheureusement à faire intervenir les forces de police."

"C'est l'esprit de 68, la nostalgie d'une jeunesse qui prend des décisions et qui participe à la construction de son avenir", estime-t-il. "J'ai l'impression qu'aujourd'hui le mouvement est en train de prendre."

Un campus de l'université Lille 2 a été fermé par prévention mercredi à l'occasion d'une manifestation d'étudiants, tandis que d'autres mouvements sont en cours, notamment à Bordeaux, en solidarité avec les salariés de l'usine Ford de Blanquefort.

Des salariés de Ford en lutte contre la fermeture de leur usine ont participé aux assemblées générales, avec le délégué CGT et porte-parole national du NPA en tête.

Le 22 mars, lors de la journée d'action pour la défense des services publics, les étudiants bordelais ont d'ailleurs organisé leur propre défilé au départ de la faculté occupée pour rejoindre le cortège intersyndical.

L'UNEF a appelé à amplifier le mouvement contre la loi, tandis que l'Union des étudiants communistes, qui salue de "véritables démonstrations de force", appelle les étudiants à "ne pas laisser briser leur mouvement" et à le poursuivre jusqu'au 19 avril, journée nationale de mobilisation interprofessionnelle proposée par la CGT. Reuters 30 mars 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Affaire Skripal: Moscou expulse plus de 50 diplomates en riposte aux Occidentaux - AFP 31 mars 2018

Moscou a ordonné l'expulsion de plus de 50 diplomates d'une vingtaine d'Etats en représailles contre les pays ayant annoncé cette semaine leur décision de chasser des diplomates russes dans le cadre de l'affaire Skripal, la plus importante vague d'expulsions croisées du genre de l'Histoire.

Les ambassadeurs de 23 pays parmi lesquels la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, le Canada et la Pologne ont été convoqués au ministère russe des Affaires étrangères, où ils se sont vu notifier les mesures d'expulsion prises à l'encontre de leurs diplomates.

"Il leur a été remis une note disant qu'en protestation aux accusations déraisonnables et aux expulsions de diplomates russes (...), la Russie déclare persona non grata le nombre correspondant d'employés diplomatiques", a annoncé le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

Moscou répond à l'identique, en expulsant le même nombre de diplomates que chaque pays a expulsé d'émissaires russes. Quatre diplomates de l'Allemagne, du Canada, de la France et de la Pologne devront par exemple quitter la Russie.

Treize diplomates ukrainiens devront également quitter Moscou, un nombre identique au nombre de Russes qui avaient été contraints de quitter Kiev cette semaine.

Selon un décompte effectué par l'AFP, 58 diplomates vont être expulsés de Russie après les mesures annoncées vendredi. A ce chiffre doit s'ajouter les représailles de Moscou contre la Macédoine.

Samedi, le Premier ministre australien, Malcom Turnbull a annoncé que Moscou avait donné une semaine à deux diplomates australiens pour quitter le territoire, répliquant aux expulsions par Canberra de deux diplomates russes, qualifiés d'"agents de renseignement non déclarés".

Skopje avait expulsé un diplomate russe.

Au total, avec l'annonce par Sergueï Lavrov jeudi soir de l'expulsion de 60 diplomates américains, au moins 121 diplomates en poste en Russie devront quitter le pays.

Déjà le 17 mars, Moscou avait annoncé l'expulsion de 23 diplomates britanniques et ordonné la fermeture du British Council et du consulat britannique de Saint-Petersbourg.

Moscou a aussi décidé vendredi de nouvelles mesures contre Londres, lui donnant un mois pour réduire son personnel diplomatique en Russie au même niveau que celui des missions diplomatiques russes au Royaume-Uni.

"Compte tenu du fait que la Belgique, la Hongrie, la Géorgie et le Monténégro ont décidé au dernier moment de rejoindre ce mouvement, la Russie se réserve le droit de prendre des mesures" à leur égard à l'avenir, a précisé la diplomatie russe. AFP 31 mars 2018

Etats-Unis

Assassinat raciste ordinaire.

- Californie: le jeune Noir abattu par des policiers leur tournait le dos - AFP 31 mars 2018

Stephon Clark, un jeune Noir abattu par la police californienne dans le jardin de sa grand-mère a été touché à huit reprises principalement dans le dos et sur le flanc, selon les résultats d'une autopsie privée demandée par la famille.

Aucun impact de balle n'a été constaté sur le devant du corps démontrant ainsi que le jeune homme de 22 ans, qui avait à la main un smartphone, ne présentait pas un danger pour les policiers, a affirmé l'avocat de la famille, Benjamin Crump.

Ces révélations ont ravivé la colère des manifestants qui ont décidé de défiler à nouveau dans les rues de Sacramento vendredi soir.

Les images vidéo de l'intervention du 18 mars, prises d'un hélicoptère de la police et par les caméras corporelles des deux policiers qui ont interpellé le jeune homme dans le jardin de sa grand-mère, montrent que les agents ont tiré 20 balles au total.

Stephon Clark "est victime d'un de ces meurtres absurdes de la police dans des circonstances de plus en plus suspectes", a ajouté l'avocat.

L'autopsie a été réalisée par un ancien médecin légiste de renom, Bennet Omalu, qui a constaté "quatre entrées de balles dans le bas du dos de Stephon, une sur le côté de son cou avec un orifice de sortie ailleurs sur le cou, une entrée sur l'arrière du cou, une entrée sous une aisselle avec un orifice de sortie de l'autre côté du corps et une à l'extérieur d'une jambe".

L'intervention des deux policiers --dont l'un est lui-même noir-- a été déclenchée par un appel au numéro d'urgence 911, prévenant qu'un homme brisait des vitres de voitures dans une allée adjacente.

Stephon Clark reste le principal suspect, selon la police.

Les policiers ont été suspendus. Mais cette énième bavure contre un Noir a enragé la communauté afro-américaine, qui multiplie depuis lors des manifestations dans la paisible capitale californienne.

"L'affirmation qu'il faisait face à la police n'est pas corroborée par les éléments de preuve apportés par l'autopsie", a déclaré le docteur Omalu au cours d'un point de presse à Sacramento.

"Il faisait face à la maison, le côté gauche tourné vers les policiers. Il ne leur faisait pas face. La partie gauche de son dos faisait face aux policiers", a précisé l'ancien médecin légiste.

Le jeune a agonisé pendant 3 à 10 minutes avant de mourir, "ce ne fut pas une mort instantanée", a-t-il souligné. AFP 31 mars 2018

Palestine occupée

Le massacre prémédité a bien eu lieu.

- Manifestation à la frontière entre Gaza et Israël, 16 Palestiniens tués - Reuters 31 mars 2018

Seize Palestiniens ont été tués et des centaines d'autres blessés vendredi par l'armée israélienne lors d'une grande manifestation le long de la frontière avec la bande de Gaza, rapportent les services médicaux de l'enclave palestinienne.

Ce vendredi de Pâques marquait le début d'un vaste mouvement de protestation palestinien qui doit s'étaler sur six semaines, avec l'érection de villages de tentes en cinq emplacements le long de la frontière, et qui vise à obtenir le droit pour les réfugiés palestiniens de rentrer en Israël. Il a notamment le soutien du Hamas.

Selon les autorités de Gaza, plusieurs dizaines de milliers de manifestants se sont mobilisés. L'armée israélienne a parlé de 30.000 personnes.

Au fur et à mesure de la journée, des centaines de jeunes Palestiniens ont ignoré les appels des organisateurs et de l'armée israélienne à rester à distance de la frontière.

Tsahal a déclaré que ses forces avaient eu recours à des "moyens de dispersion anti-émeutes et à des tirs contre les principaux instigateurs", et dit que certains des manifestants lançaient des pierres et projetaient des pneus en feu sur la clôture frontalière et les soldats.

Le commandant en chef israélien pour le sud d'Israël, le général Eyal Zamir, a déclaré que certains éléments palestiniens avaient cherché à mener des attaques terroristes en profitant des violences.

Les militaires israéliens ont déployé une centaine de tireurs d'élite le long de la clôture.

Selon les services médicaux palestiniens, la plupart des victimes ont été atteintes par balles mais les soldats ont également tiré des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes. Un drone au moins a été utilisé pour larguer du gaz lacrymogène.

L'un des morts palestiniens était âgé de 16 ans. Deux ont été tués par les tirs d'un char de combat, a dit le ministère de la Santé à Gaza. Ils avaient ouvert le feu sur les militaires israéliens, a déclaré Tsahal.

Quelques petits rassemblements ont par ailleurs été signalés en Cisjordanie occupée, où des affrontements ont fait 65 blessés.

La date du 30 mars pour le début de la manifestation marque le "Jour de la Terre", en mémoire de six citoyens arabes d'Israël tués par les forces de sécurité lors de manifestations en 1976 sur les confiscations de terres arabes en Galilée.

Le mouvement devrait prendre fin le 15 mai, jour que les Palestiniens appellent la "Nakba" ou "catastrophe", marquant le déplacement de centaines de milliers de Palestiniens lors de la création de l'Etat d'Israël en 1948.

Les cinq zones mises en place sont toutes situées à au moins 700 mètres de la clôture et doivent accueillir les Gazaouis de tout le territoire, pour des concerts, des danses et des discussions politiques. Reuters 31 mars 2018

Syrie

L'Etat islamique, c'était bien le "paradis". Pour toute candidature contactez l'AFP ou le gouvernement français.

- Syrie: après "l'enfer" de la Ghouta, les évacués au "paradis" dans le nord - AFP 30 mars 2018

Il y a quelques jours, Fadi se démenait pour trouver du lait pour son nourrisson dans l'enclave rebelle assiégée de la Ghouta orientale, près de Damas. Evacué dans le nord-ouest de la Syrie, il décrit son camp de déplacés comme un "paradis".

"La différence de prix est abyssale. Je ne pensais pas survivre et me procurer un jour des produits aussi bon marché. Ici, tout est disponible. Les gens, la vie, tout est différent. J'ai l'impression d'arriver au paradis", témoigne-t-il.

Pourtant, la province d'Idleb n'a rien d'une sinécure: elle est dominée par les jihadistes de l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, qui y affrontent régulièrement des groupes islamistes. Et le régime et son allié russe bombardent ponctuellement le territoire.

Mais même dans ces conditions, ce lieu semble être un eldorado pour les déplacés, comparé à la vie dans la Ghouta, assiégée pendant cinq ans puis soumise à un déluge de feu contraignant ses 400.000 habitants à vivre dans des abris souterrains. Une offensive qualifiée "d'enfer sur terre" par les Nations unies.

Alors que les enfants se dépensent, les adultes renouent avec un semblant de normalité, dans un environnement calme, dont ils n'avaient plus l'habitude. Un petit groupe d'hommes discute ainsi aux abords d'un chemin de fer qui longe le camp.

"Le siège que nous subissions dans la Ghouta nous étouffait. Grâce à Dieu, nous sommes ici maintenant et nous jouissons de sécurité et d'abondance", ajoute-t-il.

Ce qui ne l'empêche pas de s'inquiéter sur son sort et celui des familles évacuées: "Pouvoir manger et boire n'est pas tout dans la vie. Nous voulons savoir quel sera notre sort. Nous vivons ici dans un camp". AFP 30 mars 2018

Ukraine

- Le pilote qui aurait abattu le MH17 malaisien ne parlera plus - Mondialisation.ca, 26 mars 2018

Vladislav Volochine s'est éteint le 18 mars, dans sa chambre, d'une balle en plein coeur à l'âge de vingt-neuf ans. Pour mémoire, il s'agissait du pilote (alors capitaine) ukrainien qui aurait abattu le vol malaisien MH17 le 17 juillet 2014.

La thèse retenue est celle du suicide, même si quelques journaux mentionnent qu'il se serait tiré plusieurs balles dans le coeur (la plupart ne mentionnent qu'une balle). Une enquête de principe a été ouverte par la police, comme l'exige la loi en cas de décès par arme à feu, et à plus forte raison sachant que l'immatriculation du pistolet trouvé près de lui avait été ôtée. Son épouse dit l'avoir trouvé mourant dans leur chambre, après avoir entendu un coup de feu. Elle a déclaré qu'il avait reçu la veille un appel téléphonique qui avait semblé l'abattre, et qu'il n'avait pas voulu en parler.

Evidemment la presse anglaise, à commencer par le Daily Star, accuse la Russie.

Certes l'entourage de Volochine explique que, depuis la tragique méprise du 17 juillet 2014 qui a coûté la vie à trois cents personnes, il n'était plus le même et se trouvait profondément dépressif. Mais c'était un officier, conscient de ses responsabilités de chef de famille, avec deux enfants très jeunes. La presse antirusse déclare qu'il a quitté l'armée de l'air « suite aux accusations proférées par la Russie », ce qui est faux puisqu'elles ne l'ont plus touché depuis qu'il les a démenties (spontanément ou sur ordre), en 2014, et qu'il était certainement mieux judiciairement protégé comme officier en service que comme civil. Les conséquences de son obéissance aux ordres du 17 juillet l'ont personnellement beaucoup affecté, mais il n'a démissionné de l'armée de l'air que deux ans et demi plus tard, en janvier 2017, pour des raisons économiques.

Dans beaucoup de pays les officiers font voeu d'austérité et de frugalité, mais en ex-Ukraine faillie même la solde à l'air d'un commandant (s'il refuse la corruption) permet difficilement de payer un loyer et de nourrir quatre personnes, et c'est pareil pour tous les grades d'officier dans toutes les armes, d'après l'intéressé. Pour expliquer sa démission, Volochine a aussi raconté que les pilotes devaient s'équiper sur leur solde pour améliorer leur sécurité. La combinaison des pilotes est de très mauvaise qualité, déchirable et inflammable, aussi ils en achètent ailleurs, comme lui qui avait commandé la sienne en Biélorussie. Ils n'ont pas de bottines et pilotent en espadrilles ou mocassins de sport selon leurs moyens, et des réseaux de volontaires leur offrent casque et masque modernes achetés en Russie. Pour s'engager dans l'armée ukrainienne il fallait posséder un sens du devoir certain, qui ressemble peu à la désertion d'un suicidé.

Le 16 juillet 2014, le régime « Maïdan » de Kiev a annoncé le déploiement d'au moins 27 systèmes anti-aériens Bouk-M1, alors que la résistance au coup d'Etat du 22 février ne possédait pas d'aéronefs. Le 17 au matin il a fait installer des missiles air-air, exceptionnellement déstockés à cet effet, sur deux Sukhoï-25 normalement voués à l'appui-feu (cibles au sol).

Lorsque la Russie a confirmé le plan de vol de son avion présidentiel revenant ce jour-là du sommet BRICS à Fortaleza (Brésil), on a mis en alerte les pilotes, et après son passage au-dessus de la Pologne, communiqué par un pays tiers puisque l'Ukraine n'avait pas de satellite au-dessus de l'Europe de l'Est cette semaine-là, on a activé le radar de poursuite Koupol, d'une portée de 85 km, stationné depuis peu près de Styła. Mais celui-ci a accroché un avion erroné, le Boeing 777 malaisien venant d'Amsterdam qui était passé au-dessus de Varsovie, à la même altitude (10000 mètres) quarante minutes après l'Iliouchine 96 russe. L'avion approchant, on a alors fait décoller au moins un Sukhoï-25, et il semble même qu'on ait ordonné à la cible de modifier sa trajectoire et son altitude. Vu de l'arrière et de dessous (conditions de tir) à quelques kilomètres de distance, le nom de la compagnie marqué au-dessus et en avant des ailes était invisible, et le pilote a pris les bandes longitudinales bleue et rouge de l'avion malaisien pour les bandes rouge et bleue décrites pour l'avion russe.

L'expert aéronautique allemand Peter Haisenko a déterminé d'après les débris que l'avion avait d'abord reçu un missile R60 qui aurait seulement détruit le moteur droit, puis qu'on avait mitraillé au canon de 30 mm la cabine de pilotage (ce qui confirme les observations de l'équipe de récupération de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), tuant les pilotes mais n'interrompant pas le vol de l'avion, et qu'enfin on aurait mitraillé la carlingue, l'explosion des réservoirs dans les ailes coupant alors l'avion en deux et provoquant sa chute. En rentrant à la

base d'Aviatorskoïe le Sukhoï-25 de Volochine n'avait plus ses missiles, lui-même a déclaré qu'on l'avait envoyé descendre une cible erronée, et le soir au cercle en apprenant par la télévision la tragédie du Boeing malaisien, Volochine a déploré devant d'autres officiers que cet avion se soit trouvé « au mauvais endroit au mauvais moment ».

Le 8 août un accord secret entre les gouvernements néerlandais, belge et australien et le régime issu du coup d'Etat du 22 février en Ukraine confiait aux Pays-Bas (pays d'origine de la majorité des victimes) l'enquête sur la destruction en vol du Boeing, en excluait la Malaisie et accordait à chacun de ces pays un droit de veto sur la diffusion des futurs résultats de l'enquête. La Russie immédiatement accusée et détentrice (car voisine) de preuves matérielles ne fut pas admise à y participer, de même que la Malaisie qui le demandait pourtant avec insistance puisque l'avion était non seulement la propriété d'une entreprise malaisienne mais également une portion du territoire malaisien, comme un navire, d'ailleurs en cas de naissance ou décès en vol (ce qui était le cas) il est enregistré par l'état-civil du pays d'immatriculation.

Les Etats-Unis d'Amérique ont refusé de communiquer à cette commission d'enquête partielle les photographies que leur satellite Key Hole (entre autres) avait prises en survolant la zone au moment même de la tragédie, ce qu'ils cachèrent d'ailleurs pendant plusieurs jours jusqu'à ce que la Russie le prouve.

Ladite commission d'enquête n'a jamais réclamé (et a laissé détruire par l'Ukraine) l'enregistrement des communications entre le Boeing et le contrôle aérien de Dniepropetrovsk, toujours examinées dans des cas similaires comme la Russie l'avait immédiatement rappelé et recommandé. Le régime ukrainien a fait pilonner la zone de l'écrasement chaque fois que les équipes de l'OSCE s'en approchaient, toujours après l'avoir annoncé.

Le 21 juillet le Conseil de Sécurité de l'ONU a dû exiger, par sa résolution 2166 présentée par l'Australie (pour la Malaisie non membre) et soutenue par la Russie, un cessez-le-feu dans la zone de l'épave, que le régime ukrainien a ensuite violé tous les jours puis unilatéralement « annulé » le 7 août, et lorsque le 8 août la Russie a proposé une nouvelle résolution appelant l'Ukraine à respecter ce cessez-le-feu les Etats-Unis y ont opposé leur veto.

Pendant quatre mois la commission d'enquête partielle refusa d'aller visiter le lieu sécurisé par la République de Donetsk (qui lui avait envoyé les boîtes noires récupérées sous le feu ukrainien), jusqu'à ce que cette dernière s'adressât à la Malaisie qui annonça alors l'envoi d'une mission médico-légale et technique... ce qui décida le gouvernement néerlandais à envoyer précipitamment une équipe pour enlever (voler) les débris appartenant à la Malaisie.

Pour sa part la presse abonnée aux trois grandes agences de presse de l'Alliance Atlantique multipliait les mensonges, déclarant que le Sukhoï-25 plafonnait à 7600 m, présentant comme russe un convoi militaire (avec missile Bouk) aisément identifiable comme ukrainien filmé à Krasnoarmeïsk, prétendant prouver l'absence de systèmes anti-aériens ukrainiens dans la région par des images satellites prises une semaine après le drame, puis tentant de faire croire à son public que la Russie aurait introduit des armes anti-aériennes en Ukraine juste pour ce forfait puis les aurait retirées, etc. Comme Stratediplo l'écrivait le 23 décembre 2014, « la vérité sur le vol MH17 ne sera jamais publiée ».

Après son départ de l'armée de l'air, Volochine est entré comme cadre civil à l'aéroport de Mykolaïev, où il faisait fonction de directeur ce qui lui pourvoyait un salaire un peu meilleur pour entretenir sa famille. Il est difficile de croire qu'il l'ait soudain abandonnée à la misère sans une incitation très forte, faisant peut-être justement appel à sa responsabilité de protéger sa famille.

Le suicide sur ordre de Volochine annoncerait-il un réchauffement du plat MH17 ? Dans un article à diffusion limitée du 4 janvier 2015, Stratediplo écrivait, suite à l'offre hypocrite de trente millions

de dollars par l'agence de détectives allemande Wifca pour des informations, que « c'est le capitaine ukrainien Vladislav Volochine qui a été envoyé descendre l'Iliouchine 96 qui ramenait le président Vladimir Poutine du Brésil le 17 juillet [...], mais il serait surprenant qu'il vive vieux ». Mondialisation.ca, 26 mars 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Le totalitarisme a déjà ses intellectuels.

- Des intellectuels français notamment communautaristes inventent le totalitarisme islamique - Mondialisation.ca, 29 mars 2018

Le «totalitarisme islamique» nouveau concept des « biens pensants »

L'objet de cette réflexion prend appui sur une tribune publiée par 100 intellectuels français qui dénoncent le 20 mars 2018 , les dangers du totalitarisme islamique. En effet comme lu sur le Huffingtonpost.fr, Finkielkraut, Kouchner, Ferry et 97 autres personnalités lancent un appel contre «le nouveau totalitarisme islamiste» dans une tribune intitulée: «Non au séparatisme islamiste», publiée ce mardi 20 mars par Le Figaro.

«Ce ne sont pas nos affinités qui nous réunissent, mais le sentiment qu'un danger menace la liberté en général et pas seulement la liberté de penser», préviennent les cent qui vont d'Alain Finkielkraut à Bernard Kouchner en passant par Sylvain Tesson, Yann Queffelec, Luc Ferry, Françoise Laborde ou encore Élisabeth Lévy. Le nouveau totalitarisme islamiste cherche à gagner du terrain par tous les moyens et à passer pour une victime de l'intolérance», affirment-ils () Ils s'insurgent contre cet «apartheid d'un nouveau genre qui est proposé à la France».» (1)

Ces intellectuels sans imagination mais avec une haine inexplicable auraient d'abord dû s'apercevoir que le thème a été déjà traité dans les mêmes termes douze ans plus tôt Souvenons nous à l'époque en 2006, Charlie-Hebdo le journal pyromane dont on sait qu'il était en perdition du point de vue finance et qui a été trouvé dans les dessins sur le prophète un second souffle, avait publié un manifeste de douze intellectuels, dont Salman Rushdie, Taslima Nasreen et Antoine Sfeir, intitulé «Ensemble contre le nouveau totalitarisme, l'islamisme». Nous lisons :

«... ils affirment que «cela a mis en évidence la nécessité de la lutte pour ces valeurs universelles, qui ne se gagnera pas par les armes mais sur le terrain des idées». Ils ajoutent qu'il «ne s'agit pas d'un choc des civilisations ou d'un antagonisme Occident-Orient mais d'une lutte globale qui oppose les démocrates aux théocrates». «Rien, pas même le désespoir ne justifie de choisir l'obscurantisme, le totalitarisme et la haine. L'islamisme est une idéologie réactionnaire. Son succès ne peut aboutir qu'à un monde d'injustice et de domination», poursuivent-ils. Ils disent refuser le «relativisme culturel» comme de renoncer à l'esprit critique et à la liberté d'expression, et ils lancent un appel «à tous les esprits libres de tous les pays» (2).

Dans la même veine ; une autre contribution cette fois sur un autre journal :

«Après avoir vaincu le fascisme, le nazisme et le stalinisme, le monde fait face à une nouvelle menace globale de type totalitaire : l'islamisme. Cette lutte ne se gagnera pas par les armes, mais sur le terrain des idées. l'islamisme se nourrit de la peur et de la frustration. Les prédicateurs de haine misent sur ces sentiments pour former les bataillons grâce auxquels ils imposeront un monde encore liberticide et inégalitaire. Nous refusons de renoncer à l'esprit critique par peur

d'encourager l'«islamophobie», concept malheureux qui confond critique de l'islam en tant que religion et stigmatisation des croyants. Nous plaidons pour l'universalisation de la liberté d'expression, afin que l'esprit critique puisse s'exercer sur tous les continents, envers tous les abus et tous les dogmes» (3).

On remarquera le glissement sémantique qui n'a pas été relevé à savoir qu'une espérance de plus d'un milliard de croyants est placé sur le même niveau que l'idéologie du IIIe Reich- fruit de la folie des hommes- qui a vu la mort de centaines de milliers de Juifs, de Tsiganes. Qu'on se le dise ceux qui meurent en priorité ce sont les musulmans et accessoirement les musulmans occidentaux dans le rapport un pour 1000, ensuite viennent ceux de « souche »,,. Cet appel concernant l'islam est intitulé : « le totalitarisme islamique », la parole étant de plus en plus libérée, du fait qu'il n'y a aucune sanction donc aucun risque , a été repris en Europe par pratiquement tout les médias. On retrouve pratiquement les mêmes dans le torchon du 20 mars avec cette fois du renfort. C'est dire si pour les promoteurs, il a fallu mobiliser. Mondialisation.ca, 29 mars 2018

Notes

1. https://www.huffingtonpost.fr/2018/03/20/finkielkraut-kouchner-ferry-et-97-autres-personnalites-lancent-un-appel-contre-le-nouveau-totalitarisme-islamiste_a_23390239/
2. <https://www.nouvelobs.com/monde/20060302.OBS9085/douze-intellectuels-contre-le-nouveau-totalitarisme.html>
3. http://www.liberation.fr/tribune/2006/04/28/contre-un-nouvel-obscurantisme_37612